

# Forum de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur en Afrique (2024) : Un moteur pour le développement durable

10 et 11 décembre 2024, Nairobi, Kenya



## Document d'information

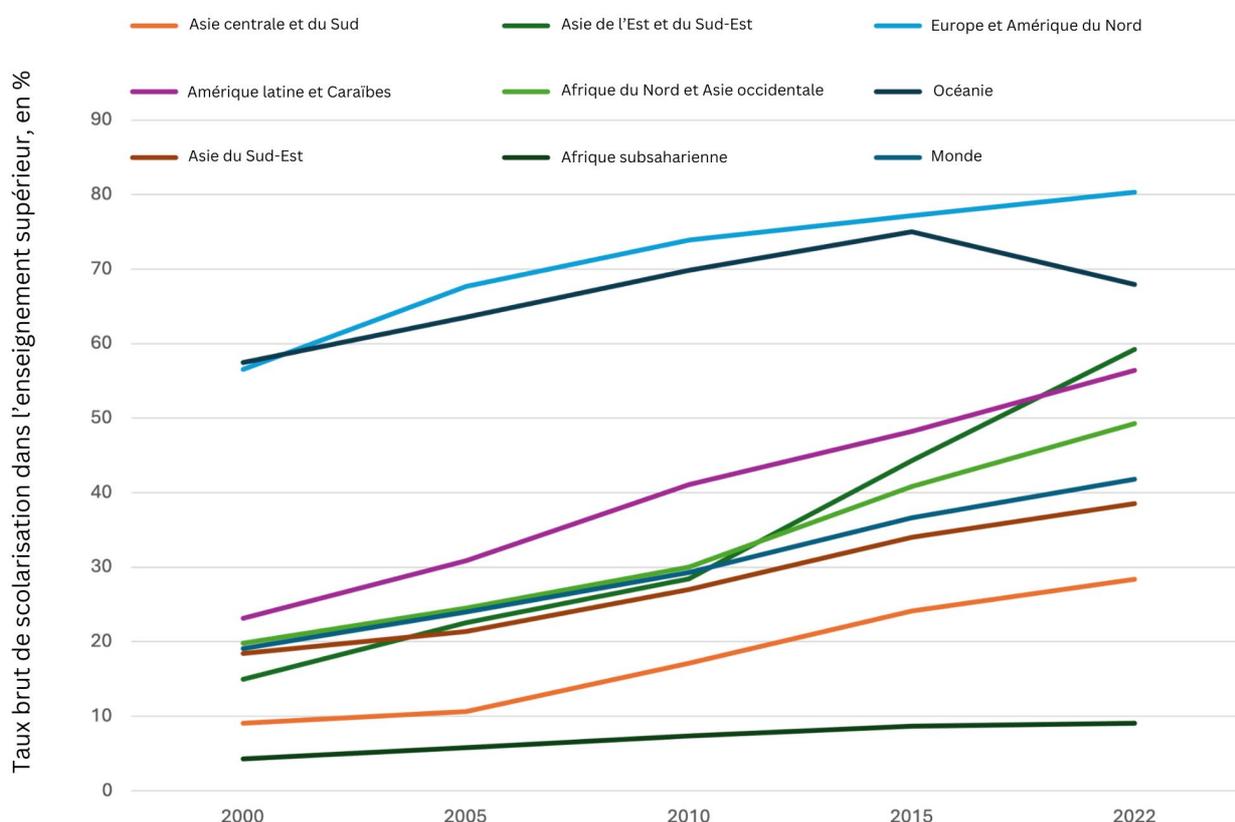
### Introduction

Ce document est une ressource clé pour les participants au Forum 2024 de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur : un moteur pour le développement durable. Il offre un aperçu actualisé de l'état de l'enseignement supérieur en Afrique, étayé par des données importantes, et présente des perspectives sur les défis à relever et les opportunités actuelles. En examinant la concordance entre les systèmes d'enseignement supérieur d'une part et les plans de développement nationaux et les objectifs de développement durable (ODD) plus larges d'autre part, le document met en lumière des pratiques et réformes prometteuses appliquées par différents pays. Ces exemples visent à stimuler le dialogue, à éclairer les stratégies exploitables et à ouvrir la voie à des discussions plus approfondies pendant le Forum.

## L'enseignement supérieur en Afrique

L'Afrique, dont la population est la plus jeune du monde, recèle un potentiel de transformation économique immense et est confrontée à la fois à des opportunités et à des défis alors qu'elle cherche à tirer parti des talents de ses 363 millions de jeunes et de ses 10 millions de diplômés qui arrivent chaque année sur le marché du travail. Avec une population dont près de 70 % a moins de 30 ans, le continent a une occasion unique de stimuler sa croissance socioéconomique, à condition que ses jeunes reçoivent une éducation de qualité et des compétences pertinentes<sup>1</sup>. Pourtant, l'accès à l'enseignement supérieur reste un immense défi, avec un taux de scolarisation de seulement 9 % nettement inférieur à la moyenne mondiale de 42 %<sup>2</sup> (voir la figure 1). En outre, moins de 15 % des étudiants sont inscrits dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, ce qui est là encore nettement inférieur à la moyenne mondiale de 22 %<sup>3</sup>. Ce faible taux de scolarisation limite l'accès à des emplois intéressants et à l'inclusion économique, en particulier dans les pays où l'EFTP joue un rôle majeur en dotant les jeunes de compétences attendues sur le marché du travail<sup>4</sup>.

Figure 1. Taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur, en %



Source : Base de données de l'ISU.

<sup>1</sup> [Renforcement de l'enseignement supérieur en Afrique](#)

<sup>2</sup> [Institut de statistique de l'UNESCO](#)

<sup>3</sup> [Base de données de l'ISU](#)

<sup>4</sup> <https://dakar.iiep.unesco.org/actualites/huit-grands-enjeux-de-leftp-en-afrique-dici-2030>

Ce déficit éducatif entrave la capacité de l’Afrique à lutter contre le chômage et les inégalités économiques, d’autant plus que 85 % de sa main-d’œuvre est employée dans l’économie informelle<sup>5</sup>. Il est essentiel de transformer les systèmes d’enseignement supérieur pour répondre à ces défis et libérer le potentiel de la jeunesse africaine. L’enseignement supérieur doit se concentrer sur le soutien à la formalisation des secteurs au sein de l’économie informelle, relever ses défis spécifiques et aligner ses résultats éducatifs sur les exigences de domaines émergents tels que l’économie numérique, les énergies renouvelables et la durabilité environnementale.

Les universités africaines ont toutes un rôle crucial à jouer dans cette transformation. En adaptant leurs programmes d’enseignement pour répondre aux besoins de l’économie informelle comme à ceux des secteurs hautement qualifiés, les établissements intègrent de plus en plus des programmes portant sur la littératie numérique, l’intelligence artificielle (IA) et les technologies vertes, afin de préparer leurs étudiants à des industries nouvelles et en évolution. Dans des pays comme le Kenya et l’Afrique du Sud, des initiatives telles que les incubateurs, les programmes de formation à l’entrepreneuriat et les programmes de mentorat permettent aux étudiants de mobiliser leurs connaissances académiques pour monter et gérer des entreprises commerciales viables. L’Ouganda et le Nigéria ont par exemple mis en œuvre avec succès des programmes qui aident les diplômés à transformer leurs études en débouchés économiques, ce qui favorise la création d’emplois et le développement durable.

Dans les régions dominées par l’agriculture de subsistance, les établissements d’enseignement supérieur (EES) adaptent leurs programmes à l’agriculture durable et au développement rural. En dotant les étudiants de compétences pertinentes, ces établissements contribuent à transformer les économies locales et renforcent la résilience dans des secteurs essentiels pour les besoins économiques régionaux et mondiaux. Les initiatives de formation à l’entrepreneuriat et de soutien financier permettent aux diplômés non seulement de chercher un emploi, mais aussi d’en créer, ce qui stimule la transformation économique sur tout le continent.

Fournissant un aperçu actualisé de l’enseignement supérieur en Afrique, ce document sert de base aux participants au Forum 2024 de l’UNESCO sur l’enseignement supérieur : un moteur pour le développement durable. Il présente une analyse du paysage actuel, des défis et des opportunités au sein de l’enseignement supérieur africain, ainsi que des pratiques prometteuses et des approches innovantes. En préparant le terrain pour des discussions éclairées sur l’amélioration de l’accès, de la qualité et de l’innovation dans l’éducation, il vise à soutenir les efforts déployés pour exploiter le vaste potentiel de l’Afrique et construire un avenir fondé sur une croissance et un développement inclusifs

## Synthèse des principaux défis rencontrés et des initiatives lancées dans la région

### *Accès, équité et inclusion*

Malgré les progrès réalisés au cours des deux dernières décennies, les taux de scolarisation dans l’enseignement supérieur en Afrique restent nettement inférieurs aux moyennes mondiales, ce qui souligne la nécessité d’en élargir l’accès, en particulier dans les zones mal desservies. Les obstacles financiers sont de véritables freins : de nombreux étudiants ne peuvent pas payer les frais de scolarité, et l’offre de prêts étudiants est souvent insuffisante en raison des faibles taux de remboursement. Les universités privées, généralement plus chères que les universités publiques, limitent encore davantage l’accès des étudiants à faible revenu, ce qui accentue les inégalités.

L’équité et l’inclusion représentent également des défis importants, en particulier pour les femmes, les personnes handicapées et les étudiants issus des communautés rurales. Les disparités entre les genres sont particulièrement prononcées dans les domaines des sciences, de la technologie, de l’ingénierie et des

---

<sup>5</sup> [Rapport de l’OIT](#)

mathématiques (STIM), où les taux de scolarisation et de participation des femmes restent faibles en raison des normes culturelles, des contraintes financières et de l'accès limité aux infrastructures dans les zones rurales. Dans de nombreuses régions, les femmes ne représentent qu'un tiers de la population étudiante dans les programmes de STIM, un écart qui limite leur contribution aux secteurs vitaux pour la croissance économique.

Les femmes sont en outre sous-représentées dans les universités et aux postes de direction des EES africains. En **Éthiopie**, par exemple, seulement 2 universités sur 46 sont présidées par une femme, et les femmes comptent pour seulement 15 % des professeurs agrégés et 10 % des professeurs assistants<sup>6</sup>. En **République-Unie de Tanzanie**, seulement 2 universités sur 60 ont une vice-présidente, et l'**Ouganda** n'en comptait que 3 en 2017.

Les recherches menées en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest mettent en lumière l'impact de la diversité des genres aux postes de direction ; les écoles dirigées par des femmes **au Bénin, au Cameroun, à Madagascar, au Sénégal et au Togo** affichent notamment une réduction de l'absentéisme des enseignants et un meilleur suivi de l'assiduité, ce qui indique que les femmes dirigeantes peuvent améliorer l'efficacité des établissements et le soutien apporté aux étudiants.

Pour relever ces défis, plusieurs pays africains ont mis en œuvre des initiatives ciblées visant à promouvoir l'égalité des genres dans l'enseignement supérieur. L'**Ouganda** et le **Rwanda**, par exemple, ont mis en place des programmes de bourses et de mentorat visant à accroître la participation des femmes dans les STIM. En Ouganda, le programme de mentorat de l'Université Makerere pour les étudiantes en STIM et des politiques d'action positive ont stimulé l'inscription des jeunes filles et des femmes dans les filières STIM<sup>7</sup>, tandis que le Gouvernement rwandais a assuré la promotion de l'enseignement des STIM pour les filles grâce à des initiatives telles que l'instauration de salles de classe intelligentes et de bourses<sup>8</sup>. L'**Afrique du Sud** a également mis en œuvre des politiques d'action positive pour améliorer l'accès des étudiants noirs et à faible revenu, bien que des écarts importants subsistent, en particulier en STIM<sup>9</sup>. L'engagement du **Rwanda** en faveur de l'équité s'étend à l'accès des populations rurales à l'éducation, avec des bourses d'études et des quotas qui contribuent à accroître le taux d'inscription au sein des communautés rurales<sup>10</sup>. Dans le même ordre d'idées, le **Maroc** s'est associé à des organisations telles que la **Banque mondiale** pour améliorer l'accès des groupes marginalisés à l'enseignement supérieur, conformément aux objectifs de l'Union africaine (UA) en matière d'éducation inclusive<sup>11</sup>.

Bien que ces interventions aient abouti à des progrès, de nouveaux efforts ciblés sont nécessaires pour parvenir à la pleine parité entre les genres et assurer un accès équitable à l'enseignement supérieur pour tous. En s'attaquant aux obstacles à tous les niveaux, de la population étudiante aux instances dirigeantes, l'enseignement supérieur africain peut devenir un moteur pour la croissance inclusive et le développement durable.

### *Manque d'adaptation au marché du travail*

Le décalage persistant entre les cursus proposés et les besoins du marché du travail, en particulier dans des filières telles que les STIM, demeure un défi majeur pour l'enseignement supérieur africain. Alors que les industries exigent de plus en plus une expertise pratique et des compétences mobilisables immédiatement,

---

<sup>6</sup> Les exemples de ce paragraphe proviennent du [Rapport GEM 2024](#)

<sup>7</sup> [VC launches mentorship program for female students in stem](#)

<sup>8</sup> [Rwanda leading way in girls in STEM](#)

<sup>9</sup> <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000386117>

<sup>10</sup> [Rwanda Country report](#)

<sup>11</sup> [La Banque mondiale soutient l'impact transformateur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique au Maroc](#)

les diplômés quittent souvent l'université avec des connaissances essentiellement théoriques et ne peuvent pas répondre aux attentes concrètes en matière de main-d'œuvre. La rapidité du progrès technologique a encore creusé cet écart, en particulier dans les domaines de l'ingénierie et des technologies de l'information et de la communication (TIC), les universités luttant pour suivre l'évolution des besoins des industries locales.

À ces difficultés s'ajoute la structure des économies africaines : en effet, une part importante de la main-d'œuvre opère dans le secteur informel. Des activités telles que la vente ambulante et l'agriculture paysanne dominent ce paysage, ce qui nécessite de l'ingéniosité, des capacités d'adaptation un esprit d'entreprise, autant de compétences que les EES ont traditionnellement négligées. L'économie informelle joue un rôle important dans les moyens de subsistance et contribue de manière significative au PIB de nombreux pays africains, mais ses besoins sont souvent mis de côté dans la planification de l'éducation. De nombreux diplômés ont donc du mal à saisir les opportunités qui se présentent sur le marché du travail formel, et il leur manque également la formation pratique et entrepreneuriale nécessaire pour réussir dans le secteur informel, où ils se retrouvent souvent par défaut.

Le cas de Glencore, une société minière multinationale, illustre la complexité des économies informelles africaines et leurs rapports avec les structures économiques mondiales. Dans des pays comme la **République démocratique du Congo** (RDC), où Glencore est implantée, les mineurs artisanaux extraient souvent le cobalt et d'autres minéraux vitaux pour les chaînes d'approvisionnement technologiques mondiales dans des conditions informelles et relevant de l'exploitation<sup>12</sup>. Ces mineurs, des enfants pour certains, travaillent sans formation adéquate, sans normes de sécurité et sans sécurité économique, ce qui perpétue le cycle de la pauvreté et de l'inégalité. Cette situation met en évidence la nécessité pour l'enseignement supérieur de préparer les diplômés non seulement à occuper des rôles dans le secteur formel, mais aussi à s'engager dans les économies informelles pour les améliorer de l'intérieur en favorisant l'adoption de pratiques éthiques, la gestion durable des ressources et le développement communautaire.

Pour relever ces défis, des initiatives telles que les **Centres d'excellence africains pour l'enseignement supérieur**<sup>13</sup> (CEA) et **Campus Afrique** font avancer les choses. Ces programmes visent à aligner les résultats de l'éducation sur les exigences du marché du travail en mettant l'accent sur les compétences pratiques, l'esprit d'entreprise et la collaboration avec l'industrie. L'intégration de l'entrepreneuriat dans les programmes d'enseignement donne par ailleurs aux diplômés les outils nécessaires pour appréhender à la fois les principes de l'économie formelle et les réalités du paysage économique africain, et pour y apporter une contribution significative. En comblant ce fossé, de telles initiatives visent à donner aux diplômés les moyens de stimuler l'innovation et le développement économique sur tout le continent.

---

<sup>12</sup> [https://www.100million.org/files/ugd/20424a\\_441cc00f1a264a92ba72419b901b1127.pdf](https://www.100million.org/files/ugd/20424a_441cc00f1a264a92ba72419b901b1127.pdf)

<sup>13</sup> <https://ace.aau.org/about-ace-impact/>

## Campus Afrique : un programme phare de l'UNESCO pour la priorité Afrique

Campus Afrique est une initiative conçue par l'UNESCO pour transformer le paysage de l'enseignement supérieur en Afrique en dotant les jeunes des compétences nécessaires pour répondre aux besoins socioéconomiques du continent. La population de l'Afrique étant la plus jeune du monde, ce programme vise à combler les lacunes en matière d'accès à l'éducation, de développement des compétences et d'employabilité afin de favoriser une croissance inclusive et de préparer les jeunes à l'avenir du travail, de l'entrepreneuriat et de l'apprentissage tout au long de la vie.

Lancé dans le cadre de la Stratégie opérationnelle de l'UNESCO pour la priorité Afrique 2022–2029, Campus Afrique concorde avec les stratégies de développement régional et repose sur trois piliers :

- La recherche et l'innovation : renforcer les capacités de recherche dans des secteurs cruciaux tels que les énergies renouvelables, l'agriculture et les technologies numériques ;
- Les études doctorales : offrir des bourses et faciliter les échanges de professeurs et d'étudiants afin de renforcer les capacités des établissements et de favoriser la collaboration ;
- L'enseignement technique supérieur : revitaliser les programmes d'enseignement pour qu'ils répondent aux besoins émergents du secteur et améliorent l'employabilité.

Le programme renforce en outre l'assurance qualité et facilite la reconnaissance des qualifications, ce qui favorise la mobilité des étudiants et l'harmonisation des normes d'accréditation à l'échelle du continent. En collaborant avec des partenaires tels que OBREAL et le CAMES, Campus Afrique soutient le développement d'un système d'enseignement supérieur intégré et mutuellement enrichissant à travers l'Afrique.

Pour en savoir plus sur Campus Afrique, cliquez [ici](#) (en anglais).

### *Développement de compétences*

L'inadéquation avec le marché du travail est un défi majeur pour l'enseignement supérieur en Afrique : les diplômés ont du mal à trouver un emploi en raison d'un décalage entre les formations dispensées et les demandes de l'industrie. Même si des pays comme l'**Afrique du Sud** et la **Zambie** ont actualisé leurs programmes d'enseignement de manière à y inclure davantage de cours axés sur les STIM et les TIC, de nombreux établissements se heurtent à des obstacles tels que l'obsolescence des programmes, la pénurie de professeurs qualifiés et le manque d'infrastructures nécessaires pour les apprentissages pratiques<sup>14</sup>.

Certaines universités cherchent à relever ces défis en adaptant leurs cursus aux besoins des marchés locaux et mondiaux, grâce à des partenariats avec le secteur privé. Au **Rwanda**, par exemple, les universités collaborent avec les industries afin de proposer aux étudiants des stages et de leur offrir ainsi une expérience pratique dans les domaines de la technologie, de la santé et de l'agriculture<sup>15</sup>. De même, l'Université Makerere en **Ouganda** stimule l'innovation dans l'agriculture en dotant les étudiants des compétences nécessaires pour répondre aux besoins économiques locaux<sup>16</sup>. Au **Tchad**, un partenariat avec la **Banque africaine de développement**, axé sur l'amélioration de l'enseignement et de la recherche en agriculture, vise à donner aux étudiants des compétences adaptées aux principales activités économiques du pays<sup>17</sup>. Le **projet UNESCO-CFIT III** joue également un rôle important pour combler ces lacunes en renforçant l'enseignement technique supérieur en Afrique. Misant sur la correspondance entre les

<sup>14</sup> <https://www.bristol.ac.uk/media-library/sites/education/documents/Binder1.pdf>

<sup>15</sup> <https://www.banquemondiale.org/fr/country/rwanda/publication/rwanda-economic-update-september-2024>

<sup>16</sup> <https://www.mak.ac.ug/study-mak/colleges-departments>

<sup>17</sup> <https://www.afdb.org/fr/documents/tchad-projet-dappui-au-secteur-agricole-et-de-reponse-la-crise-alimentaire-au-tchad-pasarca-rapport-devaluation-de-projet>

programmes d'enseignement et les exigences du marché du travail, le projet CFIT III appuie le développement de compétences dans des secteurs clés tels que l'ingénierie, les TIC et les énergies renouvelables, tout en favorisant les partenariats entre les universités et les industries afin d'offrir aux étudiants une formation pratique et des possibilités d'apprentissage en milieu professionnel.

### **Phase III du Projet UNESCO-Fonds-en-dépôt de Chine (CFIT III) en Afrique : l'enseignement technique supérieur en Afrique au service d'une main-d'œuvre technique et innovante**

Le projet CFIT III, partenariat entre l'UNESCO et la République populaire de Chine, se concentre sur le renforcement de l'enseignement technique supérieur en Afrique afin de doter les jeunes de compétences adaptées aux besoins du marché du travail. Il vise à lutter contre le chômage des jeunes, à promouvoir l'égalité des genres et à constituer une main-d'œuvre qualifiée pour stimuler le développement socioéconomique de l'Afrique en renforçant les capacités des EES.

Le projet cible quatre domaines clés :

- L'adaptation au marché du travail : aider les établissements d'enseignement supérieur à tenir compte des analyses du marché du travail et des études de suivi des diplômés lors de l'élaboration des programmes d'enseignement ;
- La réforme des programmes d'enseignement : créer des programmes inclusifs et pertinents qui reflètent les exigences de l'industrie et promeuvent une éducation fondée sur les compétences ;
- Des évaluations améliorées : promouvoir des méthodes d'évaluation modernes pour améliorer l'enseignement technique et professionnel ;
- La collaboration avec l'industrie : renforcer les partenariats entre les EES et les industries afin de multiplier les possibilités d'apprentissage en milieu professionnel et d'orienter la mise à jour des programmes.

Mis en œuvre en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Gabon, en Ouganda, au Sénégal et en Tanzanie, le projet CFIT III collabore avec 12 EES partenaires dans le but de garantir des réformes durables dans l'enseignement technique. Il illustre en outre la coopération Sud-Sud en encourageant la collaboration entre les établissements africains et la Chine et en mettant l'accent sur l'inclusion et l'innovation.

Cliquez [ici](#) pour en savoir plus sur le projet CFIT III et son impact.

Ces initiatives visent à moderniser les programmes d'enseignement et à doter les étudiants de compétences pertinentes et pratiques, afin de corriger l'inadéquation avec le marché du travail et de préparer les diplômés à saisir différentes opportunités professionnelles. En favorisant la collaboration régionale et internationale, les systèmes de l'enseignement supérieur en Afrique s'adaptent progressivement afin de répondre aux exigences d'une main-d'œuvre en évolution, et positionnent favorablement le continent pour la transformation socioéconomique et le développement durable.

#### *Assurance qualité, évaluation et accréditation*

L'assurance qualité, les évaluations et les accréditations sont essentielles pour libérer le potentiel de l'enseignement supérieur en Afrique et veiller à ce qu'il contribue efficacement au développement durable et à la croissance socioéconomique du continent. Alors que sur l'ensemble du territoire africain, les systèmes d'enseignement supérieur se développent rapidement et se diversifient pour répondre à une demande croissante, ces mécanismes jouent un rôle essentiel dans la normalisation des programmes universitaires, le respect des normes éducatives et l'adaptation des établissements aux besoins du marché du travail.

Toutefois, le rythme de cette expansion, en particulier dans l'enseignement supérieur privé, met à mal les systèmes d'assurance qualité, qui ne disposent pas de capacités suffisantes pour réglementer et contrôler efficacement les établissements. De nombreux pays se heurtent à d'importantes contraintes financières qui limitent la capacité des organes de contrôle à fonctionner de manière globale, en particulier dans les zones à faible revenu. En outre, le manque d'harmonisation entre les pays en matière d'accréditation entrave la mobilité académique et empêche la reconnaissance mutuelle des qualifications, ce qui complexifie l'intégration régionale.

Pour relever ces défis, les pays africains et les organismes régionaux ont mis en place plusieurs cadres et projets novateurs. Des cadres nationaux de qualifications (CNQ) ont par exemple été élaborés dans toute l'Afrique. L'**Afrique du Sud** est le pays leader dans ce domaine et s'engage à faciliter la reconnaissance nationale et internationale des qualifications<sup>18</sup>. À l'échelle du continent, l'**UA** travaille sur un cadre continental des qualifications dans le but de garantir la reconnaissance transfrontalière des qualifications et d'accroître ainsi la mobilité des étudiants et des professionnels<sup>19</sup>.

Les organismes nationaux d'accréditation jouent également un rôle essentiel pour l'application des normes de qualité. La Commission nationale des universités du **Nigéria**<sup>20</sup> et la Commission pour l'enseignement universitaire du **Kenya**<sup>21</sup> contribuent au respect des normes académiques. La **Tunisie** a mis en place l'Instance nationale de l'évaluation, de l'assurance qualité et de l'accréditation afin de s'assurer que son système d'enseignement supérieur est conforme aux normes de l'UA en matière de qualité et de mobilité<sup>22</sup>. Venant compléter ces efforts, le **mécanisme africain de notation de la qualité**<sup>23</sup> est un outil régional qui permet aux établissements d'évaluer leurs performances par rapport à des critères de référence, ce qui favorise l'auto-évaluation et l'amélioration.

Au niveau continental, des initiatives collaboratives telles que le projet **Harmonisation de l'assurance qualité et de l'accréditation dans l'enseignement supérieur en Afrique (HAQAA3)**<sup>24</sup> sont essentielles pour remédier à la fragmentation des systèmes d'assurance qualité. L'initiative HAQAA3 vise à harmoniser les pratiques d'accréditation et à établir un cadre d'assurance qualité cohérent à travers l'Afrique. Ces efforts permettent la reconnaissance mutuelle des qualifications, soutiennent la mobilité des étudiants et des professeurs et favorisent une plus grande collaboration dans l'enseignement supérieur africain.

Les systèmes d'assurance qualité n'ont pas pour seule raison d'être le maintien d'une certaine rigueur académique. Ils sont également essentiels pour garantir que l'enseignement supérieur est adapté aux priorités de développement plus larges de l'Afrique. En respectant des normes strictes et en améliorant la pertinence des programmes universitaires, ces systèmes garantissent que les diplômés sont dotés des compétences nécessaires pour stimuler l'innovation, la croissance économique et le progrès social. Il est donc essentiel de renforcer ces cadres afin de bâtir un système d'enseignement supérieur résilient, compétitif et en mesure de répondre aux défis de l'Afrique tout en contribuant à la réalisation de ses ODD.

### *Mécanismes de financement*

Caractérisé par un sous-financement, une accessibilité inégale et une dépendance croissante à l'égard du secteur privé, le financement de l'enseignement supérieur en Afrique reste une équation complexe. Le financement public est le premier modèle, en particulier pour les universités publiques, mais il est souvent

---

<sup>18</sup> [NQF levels in South Africa](#)

<sup>19</sup> <https://acqf.africa/about/overview>

<sup>20</sup> <https://www.nuc.edu.ng>

<sup>21</sup> <https://www.cue.or.ke>

<sup>22</sup> <https://www.inqaahe.org>

<sup>23</sup> <https://aqrm.aau.org/>

<sup>24</sup> <https://haqaa.aau.org/fr/>

insuffisant pour répondre à l'augmentation de la demande. L'**Afrique du Sud**, par exemple, consacre environ 1,35 % de son PIB à l'enseignement supérieur, et dans de nombreux autres pays ce financement est moindre : les universités sont dotées de ressources insuffisantes et ont du mal à améliorer l'accessibilité et la qualité<sup>25</sup> Les universités privées de pays comme le **Kenya** et le **Ghana** aident à combler le déficit, mais dépendent fortement des frais de scolarité. Cette dépendance rend les établissements privés inaccessibles à de nombreux étudiants à faible revenu, ce qui soulève des inquiétudes quant à l'équité et à l'accessibilité financière. Les programmes de prêts étudiants tels que le Higher Education Loans Board du **Kenya**<sup>26</sup> et le Student Loan Trust Fund du **Ghana**<sup>27</sup> apportent une forme de soutien financier, mais sont confrontés à des problèmes tels qu'un faible taux de remboursement. En conséquence, de nombreux étudiants ne sont toujours pas en mesure de couvrir la totalité du coût de leurs études.

Le financement international et le soutien des donateurs jouent un rôle clé pour la consolidation des EES en Afrique. Des initiatives telles que le projet CEA de la Banque mondiale ont contribué au financement des universités, en particulier dans les domaines des STIM, de la santé et de l'agriculture. Ces programmes contribuent à l'amélioration des infrastructures et du fonctionnement institutionnel de certains établissements du continent, tout en renforçant leurs capacités de recherche. Les partenariats public-privé sont également en augmentation, en particulier en **Afrique du Sud**, où les universités collaborent avec les entreprises pour pallier la limitation des ressources. Des partenariats avec des sociétés comme **IBM**, par exemple, ont permis la création de centres technologiques, qui offrent aux étudiants un accès à des ressources de pointe et à des possibilités de perfectionnement des compétences<sup>28</sup>. Bien que ces partenariats apportent des ressources indispensables, ils peuvent aussi être à l'origine de conflits entre les intérêts académiques et les intérêts commerciaux.

Pour répondre à la demande croissante de diplômés qualifiés et aux fortes attentes en matière de recherche, les systèmes d'enseignement supérieur africains auront besoin de solutions de financement durables et innovantes. L'élargissement des programmes de prêts étudiants en fonction des revenus, la promotion des collaborations régionales et les appels à contribution lancés aux anciens élèves font partie des stratégies prometteuses. Le renforcement des partenariats public-privé, en veillant à la préservation des priorités académiques, peut également aider à combler les déficits de ressources. Ces efforts sont vitaux pour améliorer l'accès, l'équité et l'innovation, afin que l'enseignement supérieur contribue réellement à la transformation socioéconomique de l'Afrique.

### *Structures et systèmes dans l'enseignement supérieur*

Le paysage de l'enseignement supérieur africain est en pleine transformation, portée par la nécessité d'accueillir une population jeune en croissance rapide et par une économie mondiale de plus en plus axée sur le savoir. Bien que ces changements présentent de nombreuses opportunités, ils entraînent également des difficultés structurelles qui exigent des solutions innovantes.

L'un des principaux problèmes est l'expansion rapide de l'enseignement supérieur, en particulier dans le secteur privé. Les établissements privés enregistrent aujourd'hui une part importante des inscriptions dans des pays comme le Kenya et le Ghana, et jouent un rôle crucial pour répondre à la demande croissante. Toutefois, leur dépendance à l'égard des frais de scolarité limite leur accessibilité pour les étudiants à faible revenu et exacerbe les inégalités, ce qui suscite des inquiétudes quant à la viabilité de ce modèle. En outre, les programmes universitaires traditionnels ont souvent du mal à répondre aux exigences d'industries émergentes telles que les TIC, les énergies renouvelables et l'agriculture durable.

---

<sup>25</sup> [Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO](#)

<sup>26</sup> <https://journals.uclpress.co.uk/lre/article/2936/galley/17662/view/>

<sup>27</sup> <https://www.sltdf.gov.gh>

<sup>28</sup> [Africa for AI and other emerging technologies](#)

Alors que les programmes d'enseignement technique et professionnel se développent, ils sont souvent confrontés à des difficultés liées aux infrastructures, au financement et à la formation des enseignants. L'agriculture reste une pierre angulaire des économies africaines : elle emploie 70 % de la main-d'œuvre et représente 35 % du PIB. Le secteur est cependant confronté aux défis que sont la dégradation des terres, l'accès limité aux technologies de pointe et la faible productivité. Les EES ont un rôle essentiel à jouer pour résoudre ces problèmes en élaborant des programmes qui contribueront à la mise en place d'un système agroalimentaire durable. L'intégration de cours sur l'agriculture de précision, la restauration des terres et l'agriculture intelligente face au changement climatique peut apporter aux étudiants les compétences pratiques qui leur permettront de relever les défis de la sécurité alimentaire tout en favorisant l'innovation dans l'agro-industrie. Les partenariats avec les services de vulgarisation agricole et les plateformes numériques dans le domaine de l'agriculture peuvent en outre combler le fossé entre la recherche universitaire et les applications sur le terrain, et permettre aux jeunes de tirer parti des technologies émergentes comme l'IA et l'Internet des objets dans l'agriculture. En adaptant l'enseignement agricole aux attentes du marché, les établissements peuvent ouvrir des voies d'accès à des emplois intéressants et promouvoir le développement durable sur l'ensemble du continent.

Malgré ces défis, les systèmes d'enseignement supérieur africains se transforment pour répondre à l'évolution des besoins des étudiants et des économies. Des cadres comme la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA) rappellent l'importance des systèmes éducatifs flexibles et inclusifs. Les pays mettent en œuvre des solutions innovantes pour diversifier leurs offres et répondre aux exigences du marché du travail.

En **Éthiopie**, le Gouvernement a élargi les programmes d'EFTP afin de créer des parcours pour les étudiants dans des industries telles que l'industrie manufacturière, l'agroalimentaire et la santé. Ces efforts, conformes au Plan pour la croissance et la transformation de l'Éthiopie, visent à donner aux étudiants des compétences pratiques adéquates au regard des besoins du marché du travail<sup>29</sup>. En **Tanzanie**<sup>30</sup>, la Commission des universités supervise un secteur de l'enseignement supérieur en pleine croissance qui comprend des établissements publics, privés et spécialisés. Elle met l'accent sur des parcours d'apprentissage flexibles, qui aident les étudiants et les professionnels à la recherche d'opportunités de reconversion et d'apprentissage tout au long de la vie. À travers le continent, les approches d'apprentissage non traditionnelles, telles que les microaccréditations, les plateformes en ligne et les modèles d'apprentissage mixte, gagnent en popularité. Ces innovations élargissent l'accès à l'enseignement supérieur et permettent aux établissements de répondre de manière plus dynamique aux exigences du marché du travail.

Il est essentiel d'adapter les structures et les systèmes d'enseignement supérieur au contexte unique de l'Afrique pour favoriser l'équité, l'innovation et le développement économique. En diversifiant les offres, en renforçant les partenariats et en créant des parcours flexibles, l'enseignement supérieur africain peut mieux servir les étudiants et contribuer à la réalisation des objectifs socioéconomiques plus larges du continent. Des investissements et une collaboration continus, guidés par des cadres comme la CESA, seront essentiels pour assurer une évolution durable et inclusive à ces systèmes.

### *Rôle des universités dans les plans de perfectionnement et de reconversion*

L'apprentissage tout au long de la vie et la formation continue deviennent essentiels dans le paysage de l'enseignement supérieur africain, à mesure que les universités s'adaptent aux exigences d'un marché du travail caractérisé par une évolution rapide. De plus en plus, les établissements offrent des cours de courte durée, des microaccréditations et des plateformes en ligne pour former main-d'œuvre flexible et accessible,

---

<sup>29</sup> [Ethiopia GTP](#)

<sup>30</sup> <https://www.tcu.go.tz>

comme l'exige la situation économique. Ces efforts sont particulièrement cruciaux pour les jeunes africains, très nombreux, et pour pallier le manque de préparation de la main-d'œuvre dans divers secteurs.

L'accessibilité demeure toutefois un défi, notamment pour les femmes et les communautés marginalisées, en raison d'infrastructures numériques limitées, en particulier dans les zones rurales. Alors que l'apprentissage numérique a progressé dans des pays comme le Kenya et le Ghana, la fracture numérique reste un frein à son adoption généralisée.

Au-delà de l'accès numérique, les universités trouvent des moyens novateurs de promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie grâce à l'engagement communautaire et à des approches pratiques. L'Université de Ndejje, en **Ouganda**, a par exemple intégré l'apprentissage tout au long de la vie dans ses activités de base en mettant l'accent sur l'engagement communautaire et l'apprentissage appliqué, au profit d'étudiants non traditionnels et pour un impact social plus vaste<sup>31</sup>. Cette initiative met en évidence le potentiel des universités à combler les lacunes en matière de main-d'œuvre non seulement grâce aux technologies, mais aussi grâce à des solutions locales et adaptées.

Pour le bon développement de l'apprentissage tout au long de la vie, il est indispensable de veiller à ce que le personnel enseignant et les responsables de l'éducation aient les moyens nécessaires pour soutenir ces parcours. Le **Cadre continental des normes et des compétences pour la profession enseignante** souligne la nécessité d'un développement professionnel dans des domaines tels que le leadership, la création de ressources et l'amélioration des écoles. En **Sierra Leone**, par exemple, la moitié des chefs d'établissement ont répondu que la formation initiale des enseignants ne leur permettait pas d'acquérir les connaissances professionnelles essentielles pour diriger un établissement scolaire<sup>32</sup>. En **Éthiopie**, 53 % des directeurs d'école n'ont pas d'expérience préalable en gestion avant d'être nommés, et beaucoup n'obtiennent pas le diplôme de troisième cycle requis en direction d'établissement avant le début de leur mandat. Ces exemples soulignent l'importance de la mise en place d'une formation continue, non seulement pour les professeurs d'université, mais aussi pour les directeurs d'établissements, afin de renforcer les fondements de l'apprentissage tout au long de la vie sur l'ensemble du continent.

Le sous-développement des systèmes de validation des acquis de l'expérience qui, pour les personnes dotées de compétences informelles, limite la possibilité de formaliser leurs qualifications, représente un autre défi. Les disparités entre les genres aggravent par ailleurs la situation, en particulier pour les femmes des zones rurales : des obstacles culturels et financiers empêchent la mise à niveau de leurs compétences. Des initiatives ciblées sont nécessaires pour garantir un accès équitable aux possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, éliminer ces obstacles systémiques et promouvoir l'inclusion.

En intégrant l'apprentissage tout au long de la vie dans leur mission principale, en améliorant le soutien aux éducateurs et en faisant progresser les systèmes de validation des acquis, les universités africaines peuvent jouer un rôle central dans la constitution d'une main-d'œuvre qualifiée et adaptable. Ces efforts sont essentiels pour combler les lacunes existantes, autonomiser les communautés marginalisées et mettre l'Afrique bonne posture pour répondre aux exigences d'une économie mondiale dynamique.

### *Recherche et innovation*

Il est essentiel de promouvoir la recherche et l'innovation dans l'enseignement supérieur africain pour parvenir au développement durable et renforcer la compétitivité sur la scène mondiale, en particulier dans des domaines essentiels comme la santé, l'agriculture et la technologie. Malgré cela, l'Afrique n'investit que 0,78 % de son PIB dans la recherche et le développement, alors que la moyenne mondiale est de 1,93 %<sup>33</sup>.

<sup>31</sup> <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000387433>

<sup>32</sup> [Rapport GEM 2024](#)

<sup>33</sup> [Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO](#)

En raison de la faiblesse des investissements nationaux, les établissements dépendent souvent de donateurs extérieurs, ce qui souligne la nécessité urgente de mettre en place des initiatives de renforcement des capacités et des mécanismes de financement solides.

Plusieurs pays africains ont adopté des mesures visant à combler le déficit de financement de la recherche et à renforcer l'innovation. La **Tunisie** a développé des pôles d'innovation tels que les Technoparks, ou encore des centres de recherche spécialisés axés sur les TIC et la biotechnologie, afin de favoriser les compétences professionnelles et de renforcer les capacités de recherche<sup>34</sup>. Au **Cameroun**, l'Université de Yaoundé participe activement à des projets collaboratifs de recherche dans les domaines de la santé et de l'agriculture, qui abordent des questions cruciales comme les maladies infectieuses et la sécurité alimentaire<sup>35</sup>. La **RDC** a récemment investi dans l'amélioration des infrastructures de ses universités publiques afin de mieux soutenir la recherche et l'enseignement des STIM, une initiative vitale pour faire progresser les capacités de recherche locales<sup>36</sup>. L'**Algérie** a également progressé sur la question grâce au **Ministère algérien de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique**, qui a accordé la priorité à la science, à la technologie et à l'innovation tout en mettant l'accent sur les énergies renouvelables, l'agriculture et la santé<sup>37</sup>. Ces initiatives correspondent aux objectifs de la **CESA** et de l'**Agenda 2063 de l'UA**, axés sur le développement d'une économie fondée sur le savoir.

Les efforts visant à renforcer l'enseignement supérieur africain sont également soutenus par des programmes mondiaux tels que les **chaires UNESCO** et les **réseaux UNITWIN**, qui fournissent des cadres essentiels pour le renforcement des capacités, l'innovation et la collaboration en matière de recherche<sup>38</sup>. Lors du dernier **Forum international des chaires et partenaires de l'UNESCO** à Addis-Abeba, l'accent a été mis sur l'exploitation des écosystèmes de l'enseignement supérieur et de la recherche pour relever les défis urgents en Afrique. Les discussions ont mis l'accent sur la nécessité de renforcer l'impact local des EES en misant sur la recherche adaptée au contexte, la collaboration interdisciplinaire et l'engagement du public. Les participants ont notamment souligné le rôle des chaires UNESCO dans l'avancement des compétences numériques et la promotion de sciences ouvertes pour combler les lacunes de la recherche et promouvoir l'inclusion. Ces initiatives donnent aux établissements les moyens de relever les défis locaux et mondiaux en répondant aux besoins en matière de développement durable.

### **Chaires UNESCO et réseaux UNITWIN : faire progresser la recherche et l'innovation**

Les chaires UNESCO et le programme UNITWIN (de jumelage et de réseautage des universités) sont des plateformes vitales pour encourager la collaboration et faire progresser la recherche et l'innovation à travers le monde. Lancé en 1992, le programme met en relation les EES, les centres de recherche et les universitaires de toutes les régions dans le but de relever des défis mondiaux urgents. Ces réseaux favorisent le partage des connaissances, le renforcement des capacités et la recherche interdisciplinaire dans des domaines prioritaires pour l'UNESCO, tels que l'éducation, le développement durable, la diversité culturelle et la transformation numérique.

Les chaires UNESCO font office de pôles d'innovation : des universitaires et des établissements de premier plan développent et mettent en œuvre des projets de recherche, renforcent les capacités institutionnelles et créent de nouveaux supports pédagogiques. L'accent mis par le programme sur la coopération Sud-Sud et Nord-Sud assure un partage de connaissances équitable qui permet aux établissements des pays en développement de devenir des acteurs clés dans les écosystèmes mondiaux de recherche et d'innovation.

<sup>34</sup> <http://www.ist-africa.org/home/default.asp?page=doc-by-id&docid=7014>

<sup>35</sup> [Rapport GEM 2024](#)

<sup>36</sup> [Travaux de construction et réhabilitation des universités publiques](#)

<sup>37</sup> [https://research-and-innovation.ec.europa.eu/strategy/strategy-2020-2024/europe-world/international-cooperation/bilateral-cooperation-science-and-technology-agreements-non-eu-countries/algeria\\_en](https://research-and-innovation.ec.europa.eu/strategy/strategy-2020-2024/europe-world/international-cooperation/bilateral-cooperation-science-and-technology-agreements-non-eu-countries/algeria_en)

<sup>38</sup> <https://www.unesco.org/fr/unitwin>

Grâce à des initiatives telles que la recherche communautaire et les partenariats avec l'industrie, les chaires UNESCO trouvent des solutions ayant des répercussions concrètes aux niveaux local et mondial.

Les réseaux UNITWIN complètent le travail des chaires UNESCO en créant des cadres interdisciplinaires et inter-établissements pour relever des défis communs. Ces réseaux offrent aux universités une plateforme qui leur permet de collaborer sur des projets de grande envergure, en tirant parti de l'expertise collective pour aborder des questions telles que le changement climatique, l'enseignement numérique et l'inclusion sociale. En encourageant la coopération transfrontalière entre universités, les chaires UNESCO et le programme UNITWIN renforcent considérablement la capacité des universités et des instituts de recherche à contribuer au développement durable et à stimuler l'innovation à travers le monde.

La création d'un environnement propice à la recherche implique d'augmenter les financements, d'établir des politiques qui soutiennent l'innovation et d'encourager les partenariats entre les universités et l'industrie. L'**Afrique du Sud** a progressé en portant ses investissements consacrés à la recherche et au développement à 0,83 % de son PIB en 2018, mais la plupart des pays africains sont encore confrontés à des problèmes de financement<sup>39</sup>. L'Université Omar Bongo, au **Gabon**, a élargi ses partenariats de recherche avec des universités mondiales dans des domaines tels que la médecine tropicale et la biodiversité, ce qui a favorisé le partage de connaissances et l'innovation sur le plan régional<sup>40</sup>. D'un autre côté, la participation des femmes à la recherche est limitée, un chercheur sur trois seulement étant une femme<sup>41</sup>. Des programmes tels que **Femmes africaines dans la recherche et le développement agricoles (AWARD)** visent à soutenir les femmes scientifiques et à contribuer au développement d'un écosystème de recherche plus inclusif et diversifié, crucial pour faire progresser les STIM en Afrique<sup>42</sup>.

Les efforts visant à renforcer la recherche et l'innovation concordent avec les objectifs de développement plus larges de l'Afrique, tels que définis dans l'**Agenda 2063**. En augmentant les financements, en promouvant l'équité entre les genres et en renforçant les partenariats avec l'industrie et les collaborateurs internationaux, les EES africains peuvent devenir des catalyseurs du développement durable. Ces initiatives combinées témoignent d'un engagement prometteur en faveur de la construction d'une économie du savoir qui stimule l'innovation et améliore les moyens de subsistance sur l'ensemble du continent.

### *Durabilité*

L'intégration limitée des sciences de l'environnement et des principes de durabilité dans les programmes de STIM est l'un des principaux défis auxquels l'enseignement supérieur africain est confronté du point de vue de ce qui concerne la prise en compte de l'environnement et du développement durable. Alors qu'il est de plus en plus urgent de former et de qualifier des étudiants dans des domaines d'avenir tels que énergies renouvelables, la gestion de l'environnement et l'agriculture durable, de nombreuses universités doivent composer avec des financements restreints, des infrastructures limitées et un manque de professeurs qualifiés pour actualiser et déployer des programmes axés sur l'écologie. Et s'il est vrai que le **Kenya** a fait des progrès en proposant des programmes spécialisés en sciences de l'environnement, par exemple, d'autres régions sont quant à elles confrontées à des pénuries de ressources qui entravent la généralisation de l'éducation au développement durable. Sans investissements ciblés, les pays africains risquent de prendre du retard dans l'acquisition des compétences nécessaires pour relever les défis environnementaux et passer à une économie verte.

<sup>39</sup> <https://uis.unesco.org/apps/visualisations/research-and-development-spending/>

<sup>40</sup> <https://blog.aau.org/member-university-in-focus-universite-omar-bongo/>

<sup>41</sup> [Rapport de l'UNESCO sur la science : vers 2030](#)

<sup>42</sup> <https://awardfellowships.org/>

Pour relever ces défis, plusieurs universités et établissements africains ont lancé des initiatives pionnières en matière d'intégration du développement durable dans l'enseignement et la formation. Par exemple, au **Maroc**, l'Institut de recherche en énergie solaire et énergies nouvelles (IRESEN) joue un rôle vital dans la formation et la recherche sur les énergies renouvelables, soutenant l'accent mis par l'UA sur le développement durable et contribuant à faire du Maroc l'un des leaders de la formation en matière d'énergie verte dans la région<sup>43</sup>. De même, le **Gabon** investit dans des programmes d'EFTP qui préparent ses étudiants à des carrières dans la gestion durable des forêts et la conservation de l'environnement, ce qui contribue directement à l'économie verte en dotant les étudiants de compétences conformes aux objectifs de l'UA en matière de préservation écologique et de développement durable<sup>44</sup>.

Les universités africaines encouragent par ailleurs de plus en plus les collaborations avec les industries locales afin que les étudiants développent des compétences pratiques et une expérience dans des domaines axés sur le développement durable. L'**Université de Nairobi** a lancé un programme interdisciplinaire sur les énergies renouvelables et l'ingénierie durable, qui prévoit des partenariats avec les industries locales afin que les étudiants acquièrent une expérience pratique<sup>45</sup>. Autre exemple, l'Université des sciences et technologies Kwame Nkrumah du **Ghana** intègre l'agriculture durable dans ses programmes et propose des cours sur la conservation des sols, la gestion de l'eau et les pratiques agricoles respectueuses de l'environnement<sup>46</sup>.

Ces programmes sont soutenus par des partenariats internationaux et obtiennent des financements d'organismes tels que la **Banque mondiale** et le **PNUE**, qui contribuent à fournir des ressources et une expertise technique et permettent aux universités d'améliorer leurs infrastructures et leurs programmes axés sur l'écologie.

Les universités africaines ont un rôle essentiel à jouer en dotant leurs étudiants des compétences nécessaires pour s'attaquer aux problèmes environnementaux urgents et stimuler l'innovation en matière de développement durable. En développant un enseignement des STIM axé sur l'environnement, en renforçant les partenariats avec l'industrie et en tirant parti du soutien international, les EES peuvent contribuer de manière significative à la transition verte de l'Afrique. Non seulement ces efforts répondent aux défis environnementaux locaux, mais ils positionnent également le continent sur la scène internationale, parmi les porteurs d'initiatives en faveur du développement durable.

### *Mobilité et internationalisation*

La mobilité des étudiants et des professeurs dans l'enseignement supérieur africain augmente tout en restant confrontée à des difficultés. Entre 2000 et 2021, les pays les moins avancés ont été le groupe dont la croissance du nombre d'étudiants internationaux a été la plus rapide par rapport à la moyenne mondiale (voir la figure 2). La mobilité intra-africaine reste néanmoins limitée en raison d'obstacles tels que les difficultés à reconnaître les qualifications et les restrictions en matière de visas et de financements.

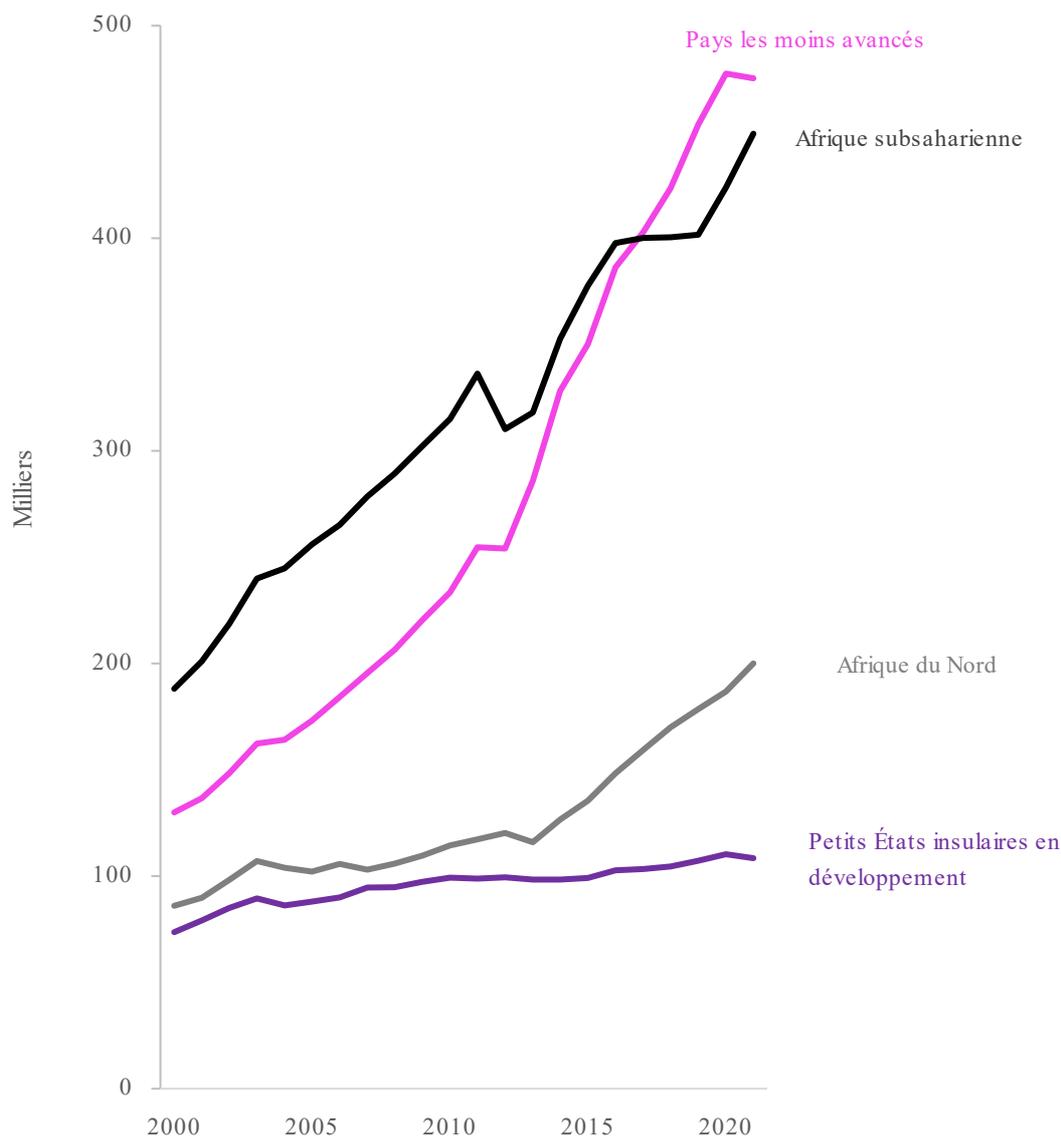
Figure 2. Le nombre d'étudiants internationaux n'a cessé d'augmenter depuis 2000 : nombre d'étudiants étrangers sortants, par région (2000-2021)

<sup>43</sup> <https://iresen.org>

<sup>44</sup> <https://www.undp.org/fr/gabon/actualites/gabon-leads-africa-preservation-and-conservation-forests>

<sup>45</sup> <https://engineering.uonbi.ac.ke/MScEnergymanagement>

<sup>46</sup> <https://www.knust.edu.gh>

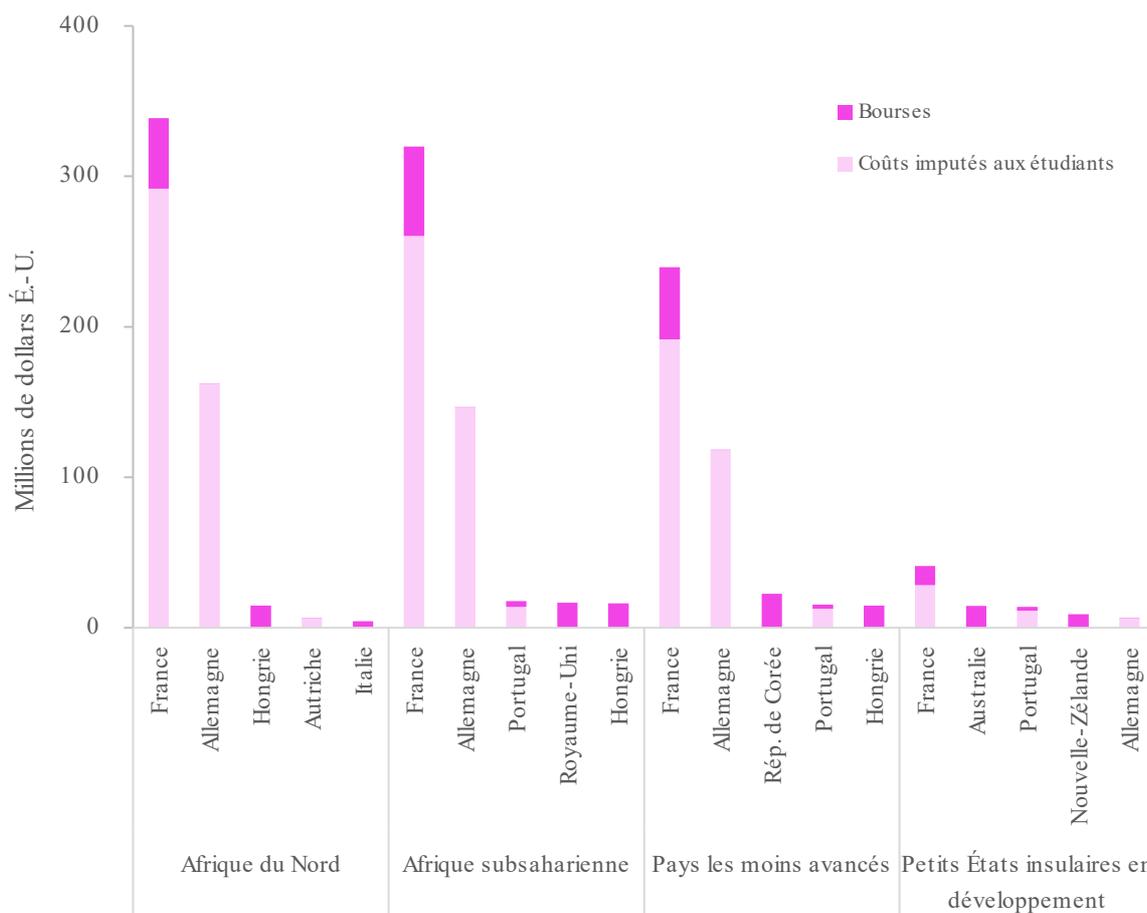


GEM StatLink : [https://bit.ly/GEM2024\\_fig16\\_4](https://bit.ly/GEM2024_fig16_4)  
 Source : Base de données de l'ISU.

La **France** et l'**Allemagne** jouent un rôle important en tant que principaux donateurs soutenant la mobilité des étudiants africains par le biais de bourses d'études et autres coûts imputés, comme l'**aide publique au développement (APD)**. En Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, la France couvre près des deux tiers de cette APD consacrée aux bourses et au soutien aux étudiants, l'Allemagne contribuant à près d'un tiers du reste. Ces flux portent principalement sur les coûts imputés, car ces deux pays maintiennent des frais de scolarité relativement bas pour les étudiants nationaux et internationaux. D'autres pays comme **l'Australie, la Hongrie, la Nouvelle-Zélande et la République de Corée** contribuent également à l'APD par le biais de bourses, la Hongrie dépensant à elle seule 31 millions de dollars des États-Unis pour les étudiants africains (voir la figure 3<sup>47</sup>).

<sup>47</sup> Rapport GEM 2024

Figure 3. La France et l'Allemagne se distinguent parmi les pays donateurs : les cinq principaux donateurs de bourses, par région et par type (2022)



GEM StatLink: [https://bit.ly/GEM2024\\_fig16\\_2](https://bit.ly/GEM2024_fig16_2)

Source : Base de données du système de notification des pays créanciers de l'OCDE.

Des initiatives telles que **Erasmus+** et le **CODESRIA** soutiennent les échanges de professeurs et la collaboration en matière de recherche, mais des obstacles importants limitent la mobilité intra-africaine. Pour mieux résoudre ces problèmes, l'initiative **HAQAA3** a été lancée avec le soutien de l'**UA** et de l'**Union européenne** : elle veille à ce que les diplômes et les qualifications soient comparables et largement reconnus afin de faciliter la mobilité intra-africaine et internationale.

Un autre cadre important est la **Convention d'Addis**, qui constitue une base commune pour la reconnaissance des qualifications universitaires à travers l'Afrique. Les partenariats internationaux jouent également un rôle crucial, avec des programmes tels que le projet **CEA**, créateur de pôles de recherche financé par la Banque mondiale, et l'Université Carnegie Mellon au **Rwanda**, qui propose localement des programmes mondialement renommés<sup>48</sup>. Ces collaborations, ainsi que les efforts déployés dans le cadre de la Convention d'Addis, s'alignent sur l'**Agenda 2063** et la **CESA 16-25** et visent à promouvoir l'intégration régionale et à renforcer la compétitivité de l'Afrique dans le paysage mondial de l'enseignement supérieur.

<sup>48</sup> <https://www.actuia.com/actualite/la-carnegie-mellon-university-et-la-fondation-mastercard-sassocient-au-gouvernement-rwandais-pour-developper-des-programmes-dingenierie-et-de-technologie/>

## La Convention d'Addis : renforcer l'enseignement supérieur en Afrique

Adoptée en 2014 et entrée en vigueur en 2019, la Convention d'Addis établit un cadre commun pour la reconnaissance des diplômes universitaires à travers l'Afrique. Elle vise notamment à promouvoir la mobilité académique, à renforcer l'assurance qualité et à harmoniser les pratiques de reconnaissance des qualifications, en s'alignant sur l'Agenda 2063 de l'Afrique et la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA 16-25).

Elle a également pour objectif d'éliminer les obstacles dus à la diversité des systèmes d'enseignement supérieur, afin de permettre aux étudiants et aux professionnels de se déplacer librement au-delà des frontières pour étudier ou travailler. En favorisant la coopération régionale et en améliorant la confiance mutuelle dans les qualifications universitaires, elle contribue à bâtir en Afrique un espace d'enseignement supérieur cohérent et compétitif. L'accent est mis sur le soutien à la reconnaissance des qualifications des réfugiés et des personnes déplacées, en veillant à ce qu'ils puissent poursuivre leurs études et leur carrière sans rencontrer d'obstacles inutiles.

L'UNESCO, en collaboration avec l'UA et les partenaires régionaux, fournit un appui technique aux pays pour la mise en œuvre de la Convention. Les efforts déployés comprennent des ateliers de renforcement des capacités, des orientations politiques et des activités de plaidoyer pour encourager une ratification et une adoption plus larges. À l'heure actuelle, 14 pays ont ratifié la Convention et d'autres envisagent de le faire. Avec un nombre croissant de nations engagées, la Convention d'Addis est un moteur de progrès vers un système d'enseignement supérieur africain intégré et résilient.

Cliquez [ici](#) pour en savoir plus sur la Convention d'Addis.

Pour exploiter pleinement le potentiel de la mobilité et de l'internationalisation, l'enseignement supérieur africain doit s'attaquer à des obstacles systémiques tels que des financements restreints, des politiques restrictives en matière de visas et des cadres de reconnaissance sous-développés. Le renforcement d'initiatives telles que HAQAA3 et l'élargissement de l'adoption de la Convention d'Addis sont pour cela des étapes cruciales. En encourageant la collaboration, en harmonisant les qualifications et en renforçant les capacités, l'Afrique peut créer un système d'enseignement supérieur résilient et inclusif qui soutient le développement durable et l'intégration régionale.

### *Transformation numérique*

Les infrastructures numériques sont essentielles pour faire progresser l'enseignement supérieur en Afrique, mais de nombreux établissements rencontrent des difficultés en raison d'un accès à Internet limité. Seulement 33 % de la population d'Afrique subsaharienne est connectée à Internet, alors que la moyenne mondiale est de 63 %<sup>49</sup>. Cette fracture numérique limite la capacité des universités à mettre en œuvre des solutions d'apprentissage, de recherche et de collaboration en ligne, en particulier dans les zones rurales, où les infrastructures sont médiocres et l'électricité intermittente.

Malgré ces difficultés, certains pays ont fait des progrès significatifs en tirant parti des technologies numériques pour améliorer l'enseignement supérieur. Le **Rwanda** est devenu un chef de file de l'éducation axée sur les TIC grâce à des partenariats et des réformes, à l'intégration de la culture numérique et des compétences en IA dans les programmes scolaires et à la mise en place de plateformes d'apprentissage en ligne<sup>50</sup>. La Stratégie nationale pour l'enseignement supérieur 2030 de l'**Égypte** donne également la priorité à l'enseignement des STIM, aux infrastructures numériques et à l'apprentissage en ligne, positionnant l'Égypte

<sup>49</sup> <https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/2022/05/29/gcr-chapter-1/>

<sup>50</sup> [ICT Integration in Educational curriculum in Rwanda](#)

parmi les leaders de l'enseignement numérique en Afrique du Nord. Des établissements tels que l'Université du Caire proposent des plateformes d'apprentissage en ligne, répondant ainsi aux objectifs de l'UA en matière d'enseignement numérique accessible à travers le continent<sup>51</sup>. Le **Cameroun** a également intégré les compétences numériques dans son cursus d'enseignement supérieur, en particulier dans les universités polytechniques et techniques, en établissant avec des entreprises des partenariats qui donnent aux étudiants une expérience pratique des TIC. Cela répond d'ailleurs à la réalisation des objectifs de l'UA en matière d'alphabétisation numérique<sup>52</sup>.

Offrant des solutions innovantes pour améliorer l'apprentissage, la recherche et l'administration, l'IA est de plus en plus reconnue comme une force transformatrice dans l'enseignement supérieur en Afrique. Des outils basés sur l'IA sont utilisés pour personnaliser les expériences d'apprentissage, automatiser les tâches administratives et améliorer l'engagement des étudiants. Le **Ghana** a par exemple développé « Kwame for Science », un assistant pédagogique basé sur l'IA qui répond instantanément aux questions scientifiques des étudiants, améliorant ainsi l'accessibilité et les résultats scolaires<sup>53</sup>. De la même manière en **Éthiopie**, le programme de tutorat « SkillBridge », basé sur l'IA, offre un apprentissage personnalisé dans les langues locales. Il aide les étudiants à se préparer aux examens d'entrée à l'université et améliore ainsi la qualité de l'enseignement<sup>54</sup>.

L'IA s'avère également prometteuse dans le cadre de l'amélioration des capacités de recherche. En exploitant l'IA pour l'analyse des mégadonnées, les universités africaines peuvent contribuer à l'innovation mondiale dans des domaines tels que l'agriculture, la santé et les sciences climatiques. L'adoption des technologies d'IA demeure néanmoins inégale, de nombreux établissements étant confrontés à des obstacles tels que l'insuffisance de leurs infrastructures, l'accès limité aux formations à l'IA pour les professeurs et des coûts élevés.

L'intégration des technologies, IA comprise, reste par ailleurs inégale à travers le continent, de nombreux établissements étant encore aux prises avec des équipements obsolètes et des formations à la pédagogie numérique limitées. Les partenariats avec des organismes tels que la **Banque mondiale** et l'**UNESCO** et les collaborations avec des entreprises technologiques mondiales aident progressivement les universités africaines à suivre les tendances numériques mondiales. Ces initiatives pourvoient des financements, des formations et une expertise technique qui devraient permettre d'améliorer les infrastructures numériques et de renforcer l'intégration de l'IA.

Il est essentiel de combler la fracture numérique et d'intégrer des solutions basées sur l'IA pour stimuler l'innovation, soutenir l'enseignement à distance et accroître la compétitivité mondiale de l'Afrique dans l'enseignement supérieur. En mettant l'accent sur la transformation numérique et l'adoption de l'IA, l'enseignement supérieur africain peut libérer tout son potentiel et doter ses étudiants et professeurs des outils nécessaires pour prospérer dans un monde de plus en plus interconnecté et axé sur la technologie.

## Conclusion

En Afrique, l'enseignement supérieur connaît une transformation rapide marquée par une croissance significative du nombre d'établissements, y compris privés, et une diversification croissante des programmes d'enseignement supérieur universitaire et technique. Cette évolution met en évidence non seulement le dynamisme du secteur, mais également des difficultés persistantes liées à plusieurs aspects, dont l'accessibilité, la qualité, les financements et la pertinence au regard des besoins de développement du continent. Le potentiel de l'enseignement supérieur pour stimuler le développement durable de l'Afrique

<sup>51</sup> [Stratégie nationale pour l'enseignement supérieur et la recherche scientifique 2030](#)

<sup>52</sup> <https://ictuniversity.org/2023/03/15/ict-university-inks-strategic-partnership-with-the-university-of-buea/>

<sup>53</sup> <https://arxiv.org/abs/2206.13703>

<sup>54</sup> <https://skillbridge.academy/about>

reste vaste mais largement inexploité. Les pratiques prometteuses qui semblent émerger à travers le continent apportent la démonstration que les universités peuvent jouer le rôle de moteurs de l'innovation, de l'équité et de la croissance. De l'intégration de la transformation numérique et du développement durable dans les programmes d'enseignement à la promotion de la mobilité régionale, en passant par le renforcement des écosystèmes de recherche, les établissements d'enseignement supérieur jettent les bases de la future économie du savoir en Afrique.

Ces efforts sont soutenus par des initiatives comme celles de l'UNESCO en lien avec l'assurance qualité, la littératie numérique et la collaboration dans le domaine de la recherche, ainsi que par des partenariats avec des organisations internationales et le secteur privé. De telles collaborations contribuent à construire des systèmes d'enseignement supérieur résilients, inclusifs et capables de relever les défis locaux et mondiaux.

Le Forum 2024 de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur en Afrique – un moteur pour le développement durable – sera une plateforme importante pour approfondir ces discussions. En réunissant des parties prenantes de toute l'Afrique et d'ailleurs, le Forum explorera des stratégies exploitables pour libérer le potentiel de l'enseignement supérieur en veillant à ce qu'il serve de catalyseur pour la croissance inclusive, pour l'innovation et pour le développement durable.